

## UNE «RÉVOLUTION CULTURELLE» ?

# Mobilisation du Parlement européen contre la mafia

*Ce n'est qu'un premier pas, mais il pourrait marquer le début d'un tournant dans la lutte contre le crime organisé en Europe. Tandis que la crise de l'euro retenait l'attention, les députés européens ont approuvé, sans crier gare, la création d'une commission anti-mafia. Objectif : doter les vingt-sept pays de l'Union européenne (UE) d'une structure capable de coordonner la répression des activités exercées par la «pieuvre» (un des noms donnés à la mafia).*

Ce texte, adopté à une écrasante majorité (584 voix pour et 6 voix contre), préconise également la création d'un poste de procureur européen anti-mafia. Nul hasard si l'initiative de ce projet revient à un trio de députés italiens, élus en 2010. Ils ont tous payé cher leur engagement contre la nébuleuse mafieuse. Rosario Crocetta (groupe socialiste), à l'origine de ce texte, vit sous protection policière 24h sur 24 depuis qu'il a déclaré la guerre à la Cosa Nostra dans sa ville de Gela, en Sicile, dont il fut le maire de 2003 à 2009. «La mafia veut ma mort, dit-il laconiquement. Depuis 2003, je ne peux plus me promener seul ni même ouvrir une fenêtre chez moi.» Il a été épaulé par une autre élue du groupe socialiste, Rita Borsellino, la

sœur du juge Paolo Borsellino, assassiné à Palerme en 1992, et par la libérale Sonia Alfano, fille d'un journaliste également tué dans la capitale sicilienne, l'année suivante.

### Pour une meilleure traçabilité des fonds, car «l'argent a toujours une histoire»

Pour Rosario Crocetta, l'adoption de ce texte constitue une «révolution culturelle». Par ce vote, dit-il, «l'Europe prend enfin conscience que la mafia n'est pas un problème national, mais un phénomène qui gangrène tous les Etats européens». Largement inspiré des mesures introduites en Italie au cours des trente dernières années, le document soutenu par les eurodéputés

recommande une batterie d'initiatives : la confiscation du patrimoine des criminels et de celui de leurs prête-noms, la protection des témoins de justice, l'interdiction pour les anciens détenus mafieux de se présenter à des élections et, aussi, l'interdiction faite aux entreprises ayant été condamnées en raison de leurs liens avec la pègre de participer à des appels d'offres. «Il est paradoxal qu'une entreprise qui a été privée de marchés publics à Palerme, puisse concourir à un appel d'offres à Berlin», insiste Rosario Crocetta.

Il prône également une meilleure traçabilité des fonds, car «l'argent a toujours une histoire». Dans cette perspective, il souhaite une obligation de transparence sur l'origine des ressources pour tout dépôt ban-

caire supérieur à 1 million d'euros et pour tout contrat dans le BTP dépassant 2 millions d'euros. Après le vote des eurodéputés, une commission parlementaire va se mettre en place pour faire des recommandations qui seront introduites dans le labyrinthe institutionnel (Commission, Conseil européen). L'objectif étant d'aboutir à une directive avant la fin 2012. Il y a urgence.

«Les réseaux des mafias italienne, albanaise et bulgare ne cessent de s'étendre», s'inquiète Rosario Crocetta. Leurs activités ont généré des revenus de l'ordre de 311 milliards d'euros en 2010, selon un rapport du procureur italien Gaetano Paci.

Soit presque deux fois le chiffre d'affaires du Groupe pétrolier français Total...

LSC

## À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, CÉLÉBRÉE LE 9 DÉCEMBRE

# «... De prendre des mesures contre le cancer qu'est la corruption...»

On trouvera ci-après le message du secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre la corruption, qui a été célébrée le 9 décembre.

«La corruption sévit dans tous les pays, entravant le progrès social et engendrant l'inégalité et l'injustice. Lorsque des fonds indispensables pour le développement sont volés par des individus et des institutions corrompus, les personnes pauvres et vulnérables sont privées d'éducation, de soins de santé et d'autres services essentiels.

Les pauvres peuvent être marginalisés par la corruption, mais ils continueront de se faire entendre. Dans le cadre d'événements survenus dans le monde arabe et dans d'autres pays cette année, des gens ordinaires ont agi de façon concertée pour dénoncer d'une seule voix la corrup-

tion et exiger que leur gouvernement combatte cette atteinte à la démocratie. Leurs protestations ont provoqué des changements sur la scène internationale que l'on aurait eu bien du mal à imaginer quelques mois auparavant.

Nous assumons tous la responsabilité de prendre des mesures contre le cancer qu'est la corruption. L'organisation des Nations unies aide les pays à lutter contre la corruption dans le cadre de la campagne plus large qu'elle mène pour aider à consolider la démocratie et la bonne gouvernance. La Convention des Nations unies contre la corruption est un puissant instrument dans cette lutte.

J'invite instamment tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore ratifiée à le faire sans délai. J'appelle aussi tous les gouvernements à incorporer des mesures de lutte contre la corruption dans tous les programmes nationaux

qui appuient le développement durable. Le secteur privé, lui aussi, a beaucoup à gagner des mesures efficaces dans ce domaine. En effet, la corruption crée des distorsions sur les marchés, accroît les coûts des entreprises et, en définitive, frappe les consommateurs.

Les entreprises peuvent créer une économie mondiale plus transparente au moyen d'initiatives de lutte contre la corruption, notamment les activités menées au titre du Pacte mondial des Nations unies.

En cette Journée internationale de lutte contre la corruption, engageons-nous à assumer notre responsabilité en prenant des mesures énergiques contre la corruption, en jetant l'opprobre sur ceux qui s'y livrent et en mettant en place une culture qui attache de la valeur aux comportements éthiques.» Fin du message.

## La «Bourse» de la corruption en Tunisie



Vendredi 9 décembre, c'était la Journée internationale de lutte contre la corruption organisée par l'ONU. Et le Fonds des Nations unies pour le développement en a profité pour lancer une opération originale sur le web pour les internautes tunisiens. Ça s'appelle «la Bourse de la corruption» (<http://www.laboursedelacorruption.com/>). Un site internet satirique où sont cotées toutes les actions du quotidien qui sont l'objet de dessous-de-table en Tunisie. Par exemple : acheter le résultat d'un match de football est une valeur en baisse, mais coûte quand même 2 300 dinars tunisiens.

Ça reste plus cher que faire passer un container en douce à la douane, prix du bakchich. 880 dinars.

Il y a même des flashs audio et vidéo pour vous informer sur l'évolution des cours. Evidemment, tout cela était fictif et a servi à dénoncer toutes ces formes de corruption qui gangrènent l'économie du pays. C'est aussi un concours de caricatures et d'articles pour permettre aux jeunes Tunisiens et aux journalistes d'imaginer des messages et des reportages pour participer à la lutte contre la corruption.

D. H.

## POINT DE VUE

# Les «PPE», pour personnes politiquement exposées, et le blanchiment d'argent

Dans le jargon des spécialistes du blanchiment d'argent, une PPE est une personne politiquement exposée. Les PPE sont des individus qui exercent ou ont exercé une fonction publique importante, par exemple chef d'Etat, ministre ou juge. Lorsqu'elles viennent de pays connaissant d'importants problèmes de corruption, ces PPE peuvent abuser de leur fonctions officielles afin d'obtenir des avantages financiers, en se livrant à diverses activités criminelles, comme des détournements de fonds. Le cas échéant, les profits illicites provenant de ces activités sont souvent transférés dans des institutions financières situées à l'étranger, pour être blanchis.

Le problème posé par les PPE a été abordé par le Gafi (\*), Groupe d'action financière. En 2003, le Gafi a ainsi formulé la recommandation n°6 invitant ses membres à prendre des mesures de vigilance renforcées à l'endroit des PPE, fait intéressant à signaler. Voir ci-dessous la recommandation n°6.

Le Gafi estime également que les relations d'affaires avec les membres de la famille d'une PPE présentent sur le

plan de la réputation des risques similaires à ceux liés aux PPE elles-mêmes. Comme l'ancien gouverneur du Nigeria, désireux de régler sa facture d'achat d'un avion d'affaires avec l'argent sale en 2007.

### Recommandation n°6 du Gafi

Les institutions financières devraient, s'agissant de PPE, mettre en œuvre les mesures de vigilance normales et en outre :

A- disposer de systèmes de gestion des risques adéquats afin de déterminer si le client est une PPE ;

B- obtenir l'autorisation de la haute direction avant de nouer une relation d'affaires avec de tels clients ;

C- prendre toute mesure raisonnable pour identifier l'origine du patrimoine et l'origine des fonds ;

D- assurer une surveillance renforcée et contenu de la relation d'affaires.

Fateh, Aïn-Beïda

(\*) NDLR : Le Groupe d'action financière (Gafi) est un organisme intergou-

vernemental qui a pour objectif de concevoir et de promouvoir des politiques de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme aussi bien à l'échelon national qu'international. Le Groupe d'action financière est donc un organisme de décision qui s'efforce de susciter la volonté politique nécessaire aux réformes législatives et réglementaires dans ces deux domaines. Depuis sa création, le Gafi a concentré ses efforts sur l'adoption et la mise en œuvre de mesures conçues pour contrer l'utilisation du système financier par les criminels. En 1990, il a élaboré une série de recommandations, révisées en 1996 et en 2003 pour s'assurer qu'elles restent d'actualité et adaptées face à l'évolution de la menace de blanchiment de capitaux. Ces recommandations (40 + 9) constituent une véritable base de travail en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et devraient être mises en œuvre partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le Gafi, consulter son site web :

<http://www.fatf-gafi.org>